



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 27/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROLOGIS XIX (DC2,3 et 4)
Parc du Hode II

76430 SAINT-VIGOR d'YMONVILLE

Références : 20231004_VI_Prologis XIX(DC2,3 et 4)_Détection incendie
Code AIOT : 0005802028

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2023 dans l'établissement PROLOGIS XIX (DC2,3 et 4) implanté Parc du Hode 76430 Saint-Vigor-d'Ymonville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le but de la visite était de vérifier le contrôle périodique du système de détection incendie et les consignes données au personnel en cas de déclenchement d'alarme.

Le site Prologis XIX est composé de 3 bâtiments (DC2, DC3 et DC4), chacun occupé par différentes sociétés qui louent une ou plusieurs cellules. Le jour de la visite, l'inspection a été réalisée sur le bâtiment DC4, entièrement loué par XP Log.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROLOGIS XIX (DC2,3 et 4)
- Parc du Hode 76430 Saint-Vigor-d'Ymonville
- Code AIOT dans GUN : 0005802028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non seveso
- IED : Non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Détection incendie, risques incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle des détecteurs incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	État de la centrale de détection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa	/	Sans objet
3	Report d'alarme et appel des secours	Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'apporter les justificatifs de mise en conformité en respectant les délais qui lui sont indiqués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des détecteurs incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (... systèmes de détection ...) conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : L'exploitant considère deux parties dans le bâtiment DC4 : <ul style="list-style-type: none">- la partie 4a correspond aux cellules 1 à 3,- la partie 4b correspond aux cellules 4 et 5 et aux bureaux.

Chaque partie possède une centrale de détection reliée aux détecteurs.

Contrôle 2022 :

Par mails du 06/10/2023 et du 13/10/2023, l'exploitant a transmis les rapports de vérification des installations de détection incendie réalisée en novembre 2022. Une non-conformité est relevée concernant la partie 4b : centrale de détection hors service. L'exploitant a transmis le bon de commande et le bon de travaux (datant de février 2023) justifiant le remplacement de la centrale.

Contrôle 2023 :

L'exploitant a transmis le rapport de vérification de la partie 4a, réalisée le 04/10/2023 (jour de la visite). Plusieurs détecteurs sont à changer.

Le jour de la visite, la vérification pour l'année de 2023 de la partie 4b n'avait pas encore été réalisée.

Demande 1 : l'exploitant lèvera les non-conformités identifiées dans le rapport de vérification du système de détection incendie réalisée le 4 octobre 2023, sur la partie 4a du bâtiment DC4.

Demande 2 : l'exploitant fera réaliser la vérification périodique du système de détection incendie de la partie 4b avant le 10 novembre 2023 (la précédente vérification ayant eu lieu le 10/11/2022) puis transmettra le rapport de vérification dès réception.

L'exploitant a transmis la liste des détecteurs du bâtiment. Il a indiqué posséder un plan localisant ces détecteurs (le rapport de vérification du 04/10/2023 de la partie 4a y fait d'ailleurs référence) mais il ne l'a pas transmis à l'inspection.

Demande 3 : l'exploitant transmettra le plan localisant les détecteurs du bâtiment DC4 (sous 15 jours).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : État de la centrale de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68-2e alinéa

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (... systèmes de détection ...) conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Le jour de la visite, aucun voyant d'anomalie n'était allumé sur la centrale de détection du bloc 4b. L'exploitant a justifié que cette centrale avait été changée récemment (février 2023).

Concernant le bloc 4a, les installations de détection incendie étaient en cours de vérification par la société de contrôle Volta le jour de la visite. La centrale de détection étant en cours de test lors du passage de l'inspection, celle-ci n'a pas pu contrôler les voyants du tableau.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Report d'alarme
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. « Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'en cas de détection d'un incendie, un report d'alarme est réalisé au niveau de la société de télésurveillance Sécuritas. Celle-ci appelle en cascade 3 personnes de la société XP Log puis le gardien du parc logistique. En dehors des heures ouvrées une personne de XP Log ou le gardien procède à la levée de doute et appelle les secours le cas échéant. Le site dispose de 2 points de rassemblement à l'extérieur du bâtiment. Dans le bâtiment, un plan indique l'emplacement des issues de secours, des points de rassemblement, des RIA et des extincteurs. Il est également indiqué le nom des équipiers de première intervention et les numéros d'urgence. Un exercice POI a été réalisé le 29/08/2023. Chaque nouvel arrivant dans l'entreprise signe une « fiche d'intégration au poste » qui lui rappelle, entre autres, quelques consignes de sécurité. Il est notamment indiqué les consignes à appliquer en cas d'incendie. L'inspection a également échangé avec le gardien du parc du Hode. Celui-ci dispose d'une liste de tous les bâtiments Prologis et de leurs locataires. Il dispose également des POI en version papier de chaque site Prologis du parc. Néanmoins certaines versions du POI étaient obsolètes (par exemple, version 2014 du POI du bâtiment DC5 alors que, à la connaissance de l'inspection, la dernière version date de juin 2021). Le gardien a indiqué faire une ronde dans le parc logistique environ toutes les 2 heures. <u>Demande 1 :</u> l'exploitant veillera à fournir au gardien la dernière version de chaque POI des sites Prologis du parc du Hode. <u>Demande 2 :</u> l'exploitant veillera à transmettre à l'inspection la dernière version de chaque POI des sites Prologis du parc du Hode en version numérique (si les dernières versions transmises ont été remises à jour depuis)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet